

# Rompre avec la stratégie de l'intersyndicale nationale

**Pour que le mouvement fasse plier le pouvoir et le patronat, il faut rompre avec la stratégie de l'intersyndicale nationale**

Après les succès du 10 et du 18 septembre, l'intersyndicale n'a décidé de rien. Sans nouvelle date de mobilisation, elle « lance un ultimatum » au pouvoir. S'il ne répondait pas à ses exigences dans les 5 jours, l'intersyndicale décidera « d'une nouvelle journée de grève et de manifestations » ! En 2023, 14 journées de grève n'ont pas fait plier le pouvoir sur la réforme des retraites... et l'intersyndicale menace d'une journée supplémentaire ? Qui peut croire qu'une telle stratégie peut conduire à une victoire des travailleur-es ?

## Bilan d'étape

Les fortes mobilisations du 10 et du 18 ne sont pas venues de l'intersyndicale, mais d'un mouvement profond, par en bas, qui a déjà eu la peau de Bayrou, imposé le recul sur la suppression des deux jours fériés, et qui provoque la débandade de Macron, Lecornu et Retailleau, incapables de trouver une issue. Les deux journées ont été marquées par une forte présence de la jeunesse, des AG dans les universités, des lycées bloqués. Elles ont été marquées aussi par la volonté des manifestants de se mélanger par-delà les étiquettes, de ne pas laisser de place à l'extrême-droite et aux nationalistes. Surtout, elles ont exprimé une contestation globale du pouvoir et des politiques au service du capital, contre l'austérité, le paiement de la dette, la destruction de l'environnement, les guerres. Elles ont exprimé aussi une solidarité internationaliste avec le peuple palestinien.

L'appel pour le 10 lancé en juillet sur des réseaux sociaux a rencontré un écho massif parce que :

- il a su être en phase avec la colère de millions de personnes, travailleur-ses et jeunes, dans les classes populaires ;
- le « Bloquons tout », même confus, a formulé une perspective plus radicale, un affrontement entre « eux et nous », qui a pu être compris comme entre les riches et les pauvres, le capital et le travail ;
- l'extrême droite et les courants réactionnaires, malgré leurs tentatives et la campagne médiatique en leur faveur, n'ont pas réussi à prendre la main ;
- le caractère indépendant des partis et des appareils syndicaux de l'appel lui a donné du crédit, beaucoup appréciant son caractère « spontané », « non encadré », qui laisse la place à l'organisation du mouvement par lui-même, qui a commencé à se faire avec des AG, des collectifs, des réunions dans de nombreuses petites villes.

Sur les 8 organisations de l'intersyndicale, 5 ont dénigré l'appel du 10, méprisant de fait le mouvement qui grandissait, 1 (la FSU) a fini par dire qu'elle l'accompagnait, et seulement 2 (la CGT et Solidaires) ont appelé clairement à la grève et à la mobilisation ce jour-là. Et nous sommes bien placés pour savoir que dans notre organisation, il a fallu exercer notre pression pour obtenir ce choix, qui est venu de certaines fédérations, UD et syndicats, avant que la direction confédérale se décide, finissant par sentir la profondeur du mouvement, après avoir fait surtout entendre sa méfiance vis-à-vis de cet appel qualifié de « nébuleux ».

Quant à l'appel de l'intersyndicale pour le 18, adopté avant le 10, il s'alignait sur la position de la CFDT, tournant le dos au 10, ne l'évoquant même pas, alors que celle-ci sortait d'une négociation avec le menteur Bayrou que tout le monde savait condamné. L'intersyndicale a bien senti que, au vu de la colère grandissante, elle ne pouvait pas se contenter de sa traditionnelle journée du mois d'octobre. En appelant au 18, elle espérait sans doute reprendre la main, désarmer ce 10 qui lui échappait.

La détermination de nombreux·ses travailleurs et de la jeunesse a été suffisamment massive pour dépasser ces agissements, et les deux journées ont été un succès, la deuxième encouragée par la réussite de la première, dans laquelle beaucoup de militant·es syndicaux ont été partie prenante.

Après le mouvement des retraites, nombre de salarié·es et de militant·es du mouvement ont tiré des enseignements de l'échec de l'intersyndicale. Sa stratégie avait consisté à s'en remettre aux institutions en prétendant pouvoir y gagner le rejet de la réforme. Elle l'a attendu du parlement, du conseil constitutionnel, de « l'opinion »... et la succession de journées de mobilisation n'avait pour fonction que de peser sur les institutions qui ont eu le dernier mot, sans surprise. Cette stratégie de « partenaires sociaux » a conduit à la défaite, face à un pouvoir qui n'avait rien à négocier et l'avait dit dès le départ.

Nombre de celles et ceux qui se mobilisent aujourd'hui ne veulent plus de cette stratégie perdante des journées d'action, d'autant qu'une partie importante de l'intersyndicale a poursuivi le dialogue social et a participé à la mascarade du conclave, permettant à Bayrou de durer, comme l'a fait le PS au Parlement en refusant de le censurer.

## **Il faut en finir avec les deux fers au feu et affirmer une orientation d'affrontement**

Dans l'intersyndicale, notre confédération apparaît comme ayant deux fers au feu : d'un côté, elle reprend l'appel du 10 et va dans le sens de la contestation ; d'un autre côté, elle se prête aux concertations avec Lecornu, des marchandages pour gagner du temps, elle est un des piliers de l'intersyndicale qui ne veut ni de l'affrontement, ni de la crise politique.

Cette double orientation ne peut pas durer. Elle désarme les syndicats et n'aide pas le mouvement à s'amplifier et se donner une orientation claire. Cette politique syndicale, qui ne débouche sur aucune victoire sociale, permet que la crise politique actuelle ouvre la voie à un pouvoir populiste et nationaliste, peu importe qui l'incarnera.

« C'est eux ou c'est nous », le capital ou le travail, alors il n'y a rien à discuter ou marchander avec les serviteurs du CAC40 et des multinationales. Le dialogue social avec eux est un piège.

En affirmant clairement le rejet des deux théâtres d'ombre intégrés au système que sont le jeu institutionnel et la « démocratie sociale », nous pouvons faire entendre une autre stratégie, celle de l'affrontement, celle qui affirme que la seule issue à la crise permanente de ce système ne pourra venir que des mobilisations et de l'organisation des travailleur·ses, la seule force progressiste qui fait fonctionner toute la société.

« **C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons** », nous ne savons pas encore quelle réalité concrète peut prendre ce slogan, mais nous avons à y travailler. Il indique clairement la seule voie pour un syndicalisme au service des luttes et de l'organisation démocratique des travailleur·ses, de la jeunesse, des classes populaires, contre l'effondrement dans lequel nous entraîne le capitalisme.